



Après la déroute électorale de Sarkozy, son gouvernement, de l'UMP, et alors que tout tend à se concentrer sur la contre-réforme des retraites, une exigence doit s'imposer aux organisations du mouvement ouvrier:

Rompre avec le gouvernement Sarkozy-Fillon, pour le combattre et le défaire

Personne ne s'y trompe, les élections régionales sont une défaite personnelle pour Sarkozy, pour son gouvernement, son parti, battus à plate-couture à commencer par les 20 ministres ou secrétaires d'Etat candidats. A l'évidence cette défaite est celle d'une politique, celle de la réaction en permanence, des contre-réformes et en particulier celle des « collectivités territoriales ». Ces élections étaient les premières élections importantes à se tenir depuis qu'a éclaté au grand jour à l'été 2007 la crise du mode de production capitaliste. Elles en portent la marque.

L'électorat de l'UMP et notamment certains secteurs du patronat mesurent parfaitement l'ampleur de la catastrophe pour eux : carnets de commande plats, investissement en berne, consommation soutenue artificiellement... tandis que la concurrence, notamment allemande, se fait de plus en plus féroce. La remontée relative du FN est en ce sens un produit direct de la crise du capitalisme.

Les milliards offerts aux capitalistes, avec l'onction des directions syndicales, du PS et du PCF, comme c'est le cas du « grand emprunt », commencent à faire long feu. Un palier dans la crise a été atteint, mais aucune reprise sérieuse n'est en vue et les menaces multiples de krach pèsent toujours sur l'économie mondiale.

Et dans cette situation, les listes emmenées par le PS, le Front de Gauche, et y compris le NPA (parfois ensemble) se situaient toutes sur le terrain de la gestion régionale, rivalisant d'idées en matière de gestion des transports locaux alors que la vague de la crise a déjà englouti des centaines de milliers d'emplois. Seule une fraction restreinte des ouvriers, employés, agents de la fonction publique, a utilisé le vote pour ces listes, en partie contre Sarkozy. Le champ a été laissé ainsi libre, par exemple, aux listes réactionnaires peintes en vert d'Europe Ecologie dont le porte parole Cohn Bendit n'a jamais caché être « *pour le capitalisme et l'économie de marché* ».

Mais l'abstention ouvrière et jeune, massive, n'ouvre par elle-même aucune issue : elle indique à sa façon que la classe ouvrière ne pouvait pas se manifester comme classe dans ces élections. Une question a été posée dans ces élections comme elle l'a été par les centaines de milliers de manifestants du 23 mars : comment en finir avec cette politique, ce gouvernement ? Mais sur ces deux terrains elle ne pouvait trouver de réponse.

Sarkozy annonce : « Rien ne serait pire que de changer de cap (...) nous devons continuer les réformes ». C'est clair, il faut le vaincre briser son offensive, son gouvernement

En intervenant quelques jours après sa défaite électorale, Sarkozy s'est adressé non pas « aux français » en général mais à la bourgeoisie française pour l'assurer d'une chose : que sa volonté réactionnaire sur toute la ligne ne faiblissait pas. Que les contre-réformes cruciales à la défense des intérêts des capitalistes français sur le marché mondial seraient menées. Le mini-remaniement n'a pas d'autre fonction que de se disposer efficacement dans cette perspective. Que la taxe carbone, dont la censure par le conseil constitutionnel risquait de l'amener à toucher finalement plus que prévu le patronat, serait écartée. Mais en aucun cas la suppression de la taxe professionnelle ou la contre-réforme des collectivités territoriales, qui visent à imposer les mêmes suppressions de postes dans la fonction publique territoriale que celles qui frappent déjà la fonction publique d'Etat ou hospitalière. Que l'état policier, et l'ordre

moral, visant à étouffer les classes populaires serait encore – si possible – resserré. Et pour être clair, le gouvernement a d'emblée autorisé une augmentation inique du prix du gaz.

Mais c'est que lui-même s'était assuré d'une chose : que ni le PS, ni le PCF et le PG, ni, surtout, les appareils syndicaux, n'avaient l'intention une seule seconde de remettre en cause son pouvoir. Les premiers louchent déjà ostensiblement vers la présidentielle de 2012, imbibés qu'ils sont jusqu'à la moelle de la logique réactionnaire bonapartiste de la Cinquième République. 2012 ? C'est couvrir Sarkozy, se disposer pour l'aider à faire passer ses « réformes » d'ici là.

Quant aux directions syndicales, toutes se sont rendues sagement au ministère de (destruction de) la fonction publique le 26 mars pour s'entendre avec le gouvernement sur « l'agenda social » dans ce secteur, et ce alors même que

le gouvernement venait de promulguer le décret sur la mobilité forcée qui ouvre la porte au licenciement des fonctionnaires ! Il se serait agi d'y donner leur aval qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement. Et le ministre de leur annoncer que, au nom de la lutte contre la précarité (qu'il crée à coups de suppressions de postes), l'usage du CDI serait bientôt élargi ! En parallèle se prépare, pour la fin avril, un nouveau « sommet social » à l'Elysée, dont l'ordre du jour est l'évaluation commune des mesures prises par le gouvernement Sarkozy-Fillon sous prétexte de lutter contre la crise. Les appareils syndicaux n'avaient-ils pas convoqué la journée du 23 mars sur l'orientation suivante *« pour que des rendez-vous convoqués par le Président de la République et des négociations engagées sortent des solutions favorables*

aux salariés » ? « Agréablement surpris » selon leurs propres termes par l'ampleur de la mobilisation ce jour, ils ont décidé de ne pas se faire 'surprendre' une seconde fois et de n'appeler à rien avant le 1^{er} mai, sinon une journée sans grève en avril pour « peser » sur ledit sommet alors qu'elle devraient refuser d'y participer, le rôle des syndicats n'étant pas de se situer aux côtés du gouvernement et de sa politique mais bien de faire front commun contre lui!

En bref, l'association des sommets syndicaux à la mise en œuvre de la politique du gouvernement ne se dément pas. Et c'est d'elle dont dépend, plus encore qu'avant les régionales, la poursuite de l'offensive gouvernementale et tout particulièrement la contre-réforme des retraites.

Retraites : « LA réforme des mois à venir » (Fillon)

Du point de vue de la défense des intérêts du capitalisme français, la réforme des retraites et des pensions occupe une place décisive. Dans le même temps elle sera la mesure de la capacité du gouvernement à poursuivre ou non l'impressionnante liste de coups portés depuis 2007. Un échec de Sarkozy et Fillon sur cette question, qui touche tous les travailleurs, briserait leur offensive dans tous les secteurs. Sarkozy le sait, c'est pourquoi il a réaffirmé après les élections : *« Je ne passerai pas en force. Le temps qu'il faut sera donné à la discussion avec les partenaires sociaux. Mais je vous promets qu'avant six mois les mesures nécessaires et justes auront été adoptées. J'appelle chacun sur un sujet de cette importance à abandonner les postures partisans. »*

Discussion avec les « partenaires sociaux », avec le PS (et le PCF), c'est un appel clair au rassemblement de tous derrière la soi-disant « réforme nécessaire » que lance Sarkozy. Le contenu est déjà connu quoiqu'en surface rien ne soit officiellement décidé (moins de six mois avant le dépôt d'un projet de loi, qui y croirait !). il s'agit non seulement d'allonger encore la durée de cotisation, mais aussi de faire sauter le droit à la retraite à 60 ans, et le calcul sur les 6 derniers mois dans la fonction publique. Avec comme résultat prévisible la paupérisation accrue des retraités, et un coup politique porté à tout le prolétariat.

Ceci au nom de 'déficits insoutenables' ! Alors que si problème de financement réel il y avait, la réponse consisterait à augmenter la cotisation patronale – ce qui revient ni plus ni moins à revendiquer une augmentation de salaire. Mais tel n'est pas le cadre de la « réforme » tel que s'apprête à le proposer le Conseil d'orientation des retraites dont l'objectif de « diagnostic partagé » (comme l'a rappelé Fillon) ne peut aboutir qu'à des préconisations anti-ouvrières, et ceci avec la caution des appareils syndicaux qui y ont leurs représentants es qualités ! Mais comme le COR ne suffira

pas, c'est une concertation tout azimut que Sarkozy entend ouvrir dès la remise du rapport, avec au premier chef les dirigeants syndicaux (et de manière spécifique dans la fonction publique), avec en renfort les dirigeants PS, qui tous sont pour « une réforme » et que Fillon appelle par avance à *« ne pas se désolidariser du COR »* (ce qui montre qu'il sait déjà ce qui sortira de cet organisme).

Dans cette concertation, l'important pour le gouvernement est que les dirigeants syndicaux y participent : c'est affirmer, de leur part, la possibilité d'un terrain commun, d'un accord avec le pire ennemi des travailleurs et des jeunes qu'est ce gouvernement. C'est tout aussi faire gagner du temps au gouvernement : tant qu'on se concerta, on ne combat pas et chaque jour rapproche le gouvernement de son objectif destructeur. D'expérience, les travailleurs le savent : c'est la concertation qui permet au gouvernement de serrer la vis sans fin de ses « réformes ».

La question de l'heure est donc d'exiger des dirigeants syndicaux qu'ils se prononcent : **non au projet de « réforme » des retraites ! Non à la « concertation » sur les objectifs du gouvernement !** Combattre en ce sens, c'est ouvrir la voie à un combat d'ensemble des travailleurs pour le retrait du projet Sarkozy de réforme des retraites, contre tout allongement de la durée de cotisation et report de l'âge de départ, revendications qu'il faudra faire prévaloir.

La « réforme » des retraites est enfin le concentré de la politique de réduction à marche forcée des déficits publics, déficits creusés au fil des années, et plus encore depuis l'éclatement de la crise, pour soutenir une économie capitaliste dans l'impasse, financer les spéculateurs, les exploitateur et autres marchands de canons. Derrière l'impatience du gouvernement à engager une nouvelle « réforme » des retraites il y a une peur : que le capitalisme

français rejoigne la Grèce et autres Portugal, mis à l'index pour 'déficits excessifs', attaqués par les spéculateurs, et

toisés avec mépris par l'impérialisme allemand.

La situation en Grèce, miroir de l'Europe

Mais précisément, que montre la Grèce à l'ensemble des travailleurs de l'Europe ? D'abord que le prix de la crise que veulent faire payer les gouvernements à la solde des capitalistes est exorbitant : ici ce sont baisses de salaires des fonctionnaires, allongement à 67 ans de l'âge de la retraite, hausse d'une série de taxes, etc. A quoi s'ajoutent des licenciements en cascade, le gel des recrutements dans la fonction publique, etc. Ne pas laisser pierre sur pierre des acquis les plus vitaux pour les travailleurs, voilà le programme que dicte le capital financier.

Et pour payer quoi ? Le plan du gouvernement du Pasok est sensé permettre à la Grèce de pouvoir se refinancer sur les marchés, face aux attaques spéculatives lancées par les grandes banques et leurs fonds de pensions... banques au profit desquelles précisément les déficits publics ont été brutalement creusés depuis plus d'un an !

Mais la Grèce n'est pas la seule tant s'en faut à voir ses comptes publics partir en vrille. Alors que le Portugal voit sa notation dégradée par les agences, qu'en sera-t-il demain de l'Italie ou encore de la Grande-Bretagne ? Des Etats-Unis ? De proche en proche, comme dans un jeu de domino les principaux Etats sont menacés de faillite.

Voilà aussi l'enjeu des tensions énormes qui fissurent la zone euro : les pays les plus immédiatement menacés par le sort de la Grèce ont plaidé pour une aide financière (des prêts à taux moins élevés), mais se sont heurtés au refus de l'impérialisme allemand qui préfère voir la Grèce quitter la zone euro que de se solidariser financièrement avec elle, et être au bout du compte entraînée avec elle dans le gouffre de la banqueroute. Au final, c'est la volonté de Berlin qui a

prévalu, et quoiqu'en prétende Sarkozy et la presse, aucun accord n'a été trouvé sinon de laisser le FMI intervenir en cas de krach obligataire grec, ce qui signifie politiquement on ne peut plus clairement qu'il n'existe pas d'Union Européenne – qui n'est unie que quand il s'agit de s'épauler pour porter des coups aux masses populaires d'une ampleur telle qu'ils repousseraient, pour quelques temps, le spectre de la faillite des principales économies capitalistes.

Mais pourquoi dans ces circonstances les directions syndicales, en Grèce, ne lancent-elles pas le mot d'ordre « cette dette n'est pas la nôtre, à bas la dette », et ne combattent-elles pas pour imposer le refus de la payer aux partis issus du mouvement ouvrier, qui sont majoritaires au parlement ? Alors que la dette qui ruine ce pays est la chaîne qui le laisse rivé en proie aux attaques spéculatives ? Pourquoi appellent-ils à des journées répétées de grèves d'une journée ? Parce que leur orientation est « *les travailleurs ne doivent pas payer seuls* » (le porte-parole de la GSEE).

Revers du prétendu « meilleur partage des richesses », le « partage des sacrifices » n'est ni plus ni moins une orientation qui veut soumettre les travailleurs à la crise du capitalisme, comme si il n'y avait d'autres moyens d'y faire face qu'en acceptant des reculs historiques, pour peu qu'ils soient « partagés » avec les classes dirigeantes. C'est la raison pour laquelle en France dirigeants syndicaux, PS ou PCF, insistent tant sur le « bouclier fiscal » (mesure parfaitement scélérate au demeurant, mais dont l'abandon éventuel ne serait qu'une petite monnaie d'échange contre un « diagnostic partagé » sur la réforme des retraites).

Contre la crise du capitalisme, pour lutter contre le chômage, et la vie chère : un plan de production partant des besoins des masses est nécessaire

Les solutions ouvrières face à la crise du capitalisme ne résident évidemment pas dans l'acceptation de la baisse des salaires directs ou différés (retraites), dans le démantèlement des services publics sous prétexte de déficits – surtout quand les grands groupes privés puisent comme jamais dans les caisses des Etats qui leurs sont grand ouvertes. L'exigence de la répudiation de la dette publique, sorte de facture des aides versées aux responsables de la crise doit se faire jour. Mais encore : alors que les faillites se poursuivent, que, au moins pire, sauf nouveau krach, la croissance mondiale restera globalement en berne dans les temps à venir, il n'y a de solution positive pour les masses, pour assurer le droit au travail, que dans la mise sur pied d'un plan de production

basé sur la satisfaction des besoins collectifs des travailleurs, de la jeunesse. Comment admettre par exemple que le secteur du bâtiment ne soit pas mobilisé pour faire aux besoins immenses en logements sociaux de qualité ? Le saccage systématique de l'enseignement, des hôpitaux ? Ou encore que soient remis entre les mains de grands groupes privés des secteurs comme les transports, l'énergie ? Satisfaire les besoins sociaux, organiser la production et la distribution en mettant fin au gâchis et à l'incurie capitalistes exige de rompre avec la loi du profit, d'exproprier les principaux groupes privés, en un mot de combattre pour un gouvernement s'engageant dans la voie qui mène au socialisme, aux Etats-Unis Socialistes d'Europe. Donc se

regrouper dès aujourd'hui sur cette orientation, au compte de la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

En dehors de cette perspective il n'y a d'autre alternative que d'accompagner la marche à la barbarie sur tous les plans que

signifie cette crise historique. Pour s'en persuader, il suffit de mesurer ce que font les directions syndicales en France !

Les directions syndicales protègent le gouvernement qu'il faut abattre, le gouvernement Sarkozy-Fillon

Dans tous le pays, le rejet de la politique du gouvernement, de Sarkozy, est évident ... sauf dans les sommets des confédérations et fédérations syndicales. L'appel à manifester le 23 mars se donnait même comme objectif que « des solutions favorables au salariés » sortent des « rendez-vous fixés par le président de la République ». Même chanson après les manifestations du 23 mars : « *Les syndicats vont adresser le 20 avril une "déclaration commune pour interpeller le président de la République pour le sommet social" prévu fin avril début mai* » rapporte la presse.

Répetons-le, ce « sommet » n'a d'autre ordre du jour que de faire le point sur la politique menée par gouvernement depuis 18 mois et discuter d'ajustements ! Déjà, le 15 février, à l'Élysée, les dirigeants syndicaux, félicités chaudement par Sarkozy, ont avalé un « agenda social » dans lequel outre les retraites figure une offensive contre les maigres droits restant aux chômeurs. Le 26 mars ce sont ceux de la fonction publique qui ont pris acte du calendrier de la suite de la casse de la fonction publique, notamment au travers du projet de loi

sur « le dialogue social » qui sert de levier pour liquider les commissions administratives paritaires, la structuration en corps, bref qui est un outil de la « mobilité » forcée. Et voilà que le gouvernement convoque les directions syndicales à un premier sommet sur les retraites le 12 avril !

Les déclarations intersyndicales Thibault-Chérèque et cie évacuent avec soin toute revendication qui pourrait signifier l'affrontement avec le gouvernement – et la direction FO de son côté joue un vrai-faux cavalier seul mais se situe non moins que celle de la CGT sur le terrain du « dialogue social ».

Et maintenant ? En s'appêtant à s'engager dans la concertation sur les retraites (ainsi que le PS ou le PCF), et en convoquant une nouvelle promenade inoffensive le 1^{er} mai, les directions syndicales ont un cap clairement fixé : emmener le gouvernement dans un fauteuil jusqu'au projet de loi en septembre – calendrier négocié de conserve entre elles et le pouvoir.

Rien n'est joué

Mais rien n'est joué. Malgré le dispositif conjoint du gouvernement et des appareils syndicaux, la volonté des travailleurs de combattre pour défendre leurs revendications s'est manifestée ces dernières semaines, au travers de grèves contre les salaires, contre les licenciements, ou du début de mouvement dans l'enseignement public ou dans certains hôpitaux contre les suppressions de postes ou contre les premières manifestations de la contre-réforme des retraites dans leur secteur. Ces premiers combats sont restés systématiquement isolés par les appareils syndicaux, qui se sont bien gardés, dans chacun des secteurs, de convoquer des assemblées de délégués à même de prendre en main de manière efficace leurs luttes. Mais l'attaque contre les conditions de départ en retraite concerne tous les travailleurs, du public et du privé.

Les travailleurs ont la force d'imposer leurs revendications, que ce soit le retrait du projet de réforme Sarkozy des retraites, l'arrêt de tous les licenciements, de toutes les suppressions de postes, le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2000, le retrait, l'abrogation des contre-réformes Sarkozy.

C'est sur cette base qu'il faudra combattre pour briser le cadre de subordination au gouvernement qu'est « l'intersyndicale » actuelle, et militer pour la rupture avec le gouvernement, pour que se constitue un véritable front uni des organisations issues du mouvement ouvrier, syndicats mais aussi partis, pour ces revendications, contre le gouvernement Sarkozy. La formation d'un tel front uni ouvrirait la voie vers la formation d'un gouvernement en étant issu, dont les masses frappées par la crise pourraient exiger qu'il mène une politique conforme à leurs besoins et aspirations.

Dans l'immédiat, c'est dans le combat contre la participation des directions syndicales, du PS et du PCF, à la concertation sur les retraites, pour le retrait du projet de « réforme » Sarkozy, que « l'intersyndicale » de la capitulation peut être mise en échec et que les travailleurs pourront imposer leurs propres objectifs, en combattant sur leur propre terrain, contre le patronat et le gouvernement à son service. C'est sur cette orientation que combattent et appellent à s'organiser les militants du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire.